Le 21-05-2019

Télécharger ou imprimer au format PDF



Par Joël Perichaud, secrétaire national du Parti de la démondialisation chargé des relations internationales
Le 21 mai 2019

Le 7 mai, Alexis Tsipras, en tournée en Grèce du Nord pour soutenir les candidats aux élections européennes et régionales du 26 mai, a écourté son déplacement pour tenir une conférence de presse à Athènes décidée à la dernière minute. Alexis Tsipras a énuméré un lot de mesures que le gouvernement s'apprête à prendre. Le chef de la « gauche radicale » grecque a sollicité un vote de confiance à la Vouli (parlement grec).

Pourquoi, alors, annoncer ce flot de mesures aujourd'hui, dans la précipitation ? Syriza, le parti d'Alexis Tsipras, est devancé dans tous les sondages par Nouvelle Démocratie, le principal parti de droite. En annonçant des mesures tout en déclarant un vote de confiance, Alexis Tsipras prend de court ses opposants à quelques semaines des élections européennes et régionales du 26 mai et les met en porte-à-faux par rapport aux futures élections législatives d'octobre. Si les adversaires de Syriza refusent de voter la confiance, ils seront perçus comme ayant refusé les mesures sociales proposées par Tsipras ; s'ils votent pour, ils lui reconnaissent d'avoir su dégager des marges de manœuvre budgétaires pour appliquer des « avancées ».
Les mesures annoncées, seraient appliquées dès 2019 pour certaines, en 2020 pour d'autres. En 2019, le gouvernement abaisserait la taxe sur les produits alimentaires à 13% (24% actuellement), et ferait passer celle sur l'énergie de 13 à 6% et l'Etat donnerait un treizième mois de retraite. À partir de 2020, de nouvelles baisses fiscales seraient appliquées : la TVA passerait à 11% pour les produits alimentaires, pharmaceutiques, l'eau, les hôtels... L'impôt de solidarité serait supprimé ou allégé selon les revenus, les

entreprises qui embauchent des jeunes de moins de 28 ans verraient leurs cotisations compensées par des aides de l'Etat...Demain, on rase gratis...

La double manœuvre est claire. Au dela d'une manœuvre politique interne, pour tenter de faire croire aux grecs que l'étau de l'austérité se desserre, l'annonce de ces mesures est un soutien à peine masqué à l'UE.

Bien que la Grèce a été laminée, avec la participation active et dévouée du Premier ministre pour les politiques néolibérales et néo-colonialistes de l'UE (voir nos articles sur www.pardem.org), Syriza-Tsipras en redemande : Il présente des listes d' « Union des forces progressistes » aux élections européennes du 26 mai et tente, au dernier moment, d'introduire dans le débat ce qu'il va faire passer pour des « progrès sociaux ». En fait ces mesures ne seront qu'un très petit rattrapage des mesures de grande austérité prises par le gouvernement Tsipras. L'objectif à peine voilé est de montrer que dans l'UE (ou grâce à l'UE ?) des « politiques sociales » sont possibles...Une ficelle grossière, un enfumage massif dont Tsipras et Syriza sont coutumiers...

Le seul moyen, en Grèce comme dans toute l'UE, de délégitimer ce système mortifère et ses complices est de boycotter ces élections bidons de parlementaires fantoches.

Le 26 mai, ABSTENTION CITOYENNE !

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire